

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU NORD

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 15 octobre 2021

Date d'affichage : 15 octobre 2021

<b>OBJET :</b>	<b>Installation d'une nouvelle Conseillère Municipale</b>
----------------	---

L'an deux mille vingt et un, le vingt-et-un octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Douchy-les Mines s'est réuni à titre exceptionnel au Forum de l'Imaginaire, sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire de la Commune, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

<b>Présents :</b>	Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Eddy BRAHMA, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Caroline VARLET, Virginie CARLIER, Marie-José GUILLAUME
<b>Absents ayant donné pouvoir :</b>	Mr JOHN a donné procuration à Me CARLIER R. Me DUBOIS a donné procuration à Mr VENIAT Mr SOUMARE a donné procuration à Me CARBOULET
<b>Absents :</b>	Coraline KULCZYCKI, Cédric NOULIN
<b>Secrétaire de séance :</b>	Florance CARBOULET

<b>Nombre de</b>	<b>En exercice :</b>	<b>33</b>
<b>Conseillers</b>	<b>Présents :</b>	<b>28</b>
<b>Municipaux :</b>	<b>Votants :</b>	<b>28 + 3 pouvoirs</b>

### Présentation :

Sur le fondement de l'article L. 52-15 du code électoral, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a saisi le tribunal administratif de Lille de sa décision du 11 février 2021 par laquelle elle a constaté l'absence de dépôt du compte de campagne de Mr Julien FRANQUET, candidat tête de liste aux élections municipales et communautaires qui se sont tenues les 15 mars et 28 juin 2020 dans la commune de Douchy-les-Mines.

Par son jugement n° 2101554 du 27 avril 2021, le tribunal administratif ayant déclaré avoir été saisi à bon droit, a jugé que le candidat concerné n'avait pas droit au remboursement forfaitaire de ses dépenses électorales et a prononcé l'inéligibilité de celui-ci pour une durée de douze mois à compter de la date à laquelle son jugement deviendrait définitif.

Par une requête, enregistrée le 4 juin 2021 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, Mr Julien FRANQUET a demandé au Conseil d'Etat d'annuler ce jugement.

Par un mémoire, enregistré le 10 juin 2021 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a conclu au rejet de la requête.

Par décision n° 453265 du 29 juillet 2021, le Conseil d'Etat a confirmé le rejet de la requête de Mr Julien FRANQUET.

L'article L.118-3 dernier alinéa du Code électoral dispose que si le juge de l'élection a déclaré inéligible un candidat proclamé élu, il annule son élection et le déclare démissionnaire d'office.

En outre, L. 236 du Code général des collectivités territoriales dispose que tout conseiller municipal qui, pour une cause survenue postérieurement à son élection, se trouve dans un des cas d'inéligibilité prévus par les articles L.230, L.231 et L.232 est immédiatement déclaré démissionnaire par le Préfet.

Le poste occupé par Julien FRANQUET ainsi devenu vacant doit être pourvu par le candidat venant immédiatement après le dernier élu de cette liste.

Suite au retrait des candidats placés en 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> position sur la liste du groupe « Avec vous, Défendons Douchy », Mme Marie-José GUILLAUME née BONIFAZY, a fait connaître son accord pour intégrer le Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal est invité à prendre acte de l'installation de Mme Marie-José GUILLAUME.

---

**Délibération :**

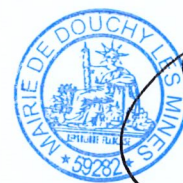
- Vu le Code général des collectivités territoriales, particulièrement l'article L. 236 ;
- Vu le Code électoral, particulièrement l'article L.118-3 dernier alinéa ;
- Vu les jugements du tribunal administratif et décision du Conseil d'Etat prononçant l'inéligibilité de Mr Julien FRANQUET pour une durée de douze mois ;
- Considérant la nécessité de pourvoir au poste de Conseiller municipal ainsi devenu vacant ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- PREND ACTE** de l'installation de Mme Marie-José GUILLAUME en qualité de Conseillère municipale.
- DIT** que le tableau du Conseil Municipal sera mis à jour en conséquence.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,



Le Maire,

Michel VENIAT

*Délibération rendue exécutoire  
par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....  
par sa publication en date du .....*

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*